

Editorial: L'ennemi intérieur : une construction discursive et politique

Ayse CEYHAN, Gabriel PERIES

Relevant du langage des acteurs politiques, militaires et policiers, l'expression « ennemi intérieur » souffre d'une imprécision grammaticale : soit elle est employée sous la forme adjectivale ennemi intérieur, soit sous la forme prépositionnelle ennemi de l'intérieur. Ces deux formes, souvent confondues dans les discours, renvoient pourtant à des situations différentes et donnent lieu à une double représentation de l'ennemi. En effet, si le syntagme ennemi intérieur semble se limiter à une représentation de l'ennemi de nature plutôt phénoménique, d'un Etre-là, l'expression « ennemi de l'intérieur » permet l'induction de questions relatives à la provenance de l'ennemi, à sa localisation, etc [1]. Avec ces deux usages, l'ennemi n'est pas seulement celui qui est purement intérieur et totalement intime, il est aussi celui qui se déplace de l'extérieur vers l'intérieur ou celui qui agit depuis l'intérieur où il est infiltré. C'est dire combien, à travers les formations discursives, l'ennemi intérieur n'est pas directement identifiable. Il est à la fois une figure de l'indétermination dont les contours sont flous et une figure qui est souvent captée grâce à une construction métaphorique [2] de cet « intérieur » dans lequel il est censé agir. Ces deux usages sont complémentaires car cette construction duale est l'œuvre du langage qui matérialise l'ennemi [3]. Le langage est une ressource structurante de la réalité et, en l'occurrence, c'est la préposition de qui renvoie aux conditions d'emploi des métaphores pour mieux préciser « intérieur de quoi ? », augmenter la charge sémantique de ce qui sert de référence au nom et permettre la dénomination, l'identification et le ciblage de l'ennemi (ennemi de quoi ? de qui ?) [4]. L'indétermination de l'ennemi de l'intérieur constitue donc un enjeu ; si l'auditoire attend ou demande des représentations plus nettes, il sera question de jouer sur cette ambiguïté. Le discours sur l'ennemi intérieur finira par le fixer dans son imprécision, mais déclenchera l'intervention des spécialistes de l'action coactive et coercitive. Ainsi, selon les contextes, l'ennemi intérieur sera représenté par une figure différente. Il sera le révolutionnaire, le converti, le Juif, le communiste, l'immigré, l'hérétique, le traître, la cinquième colonne, etc. Ces figures sont multiples et variées et comme on peut le voir dans les travaux de Jean Delumeau [5], elles sont toutes inscrites dans une historicité et relèvent de procédés énonciatifs et argumentatifs spécifiques. Nous verrons dans les textes de ce numéro l'hétérogénéité constitutive des figures de l'ennemi. Il n'existe pas d'ennemi intérieur

en soi, et il n'existe pas non plus de mécanisme homogène ou univoque de désignation qui permettrait d'en faire la théorie. L'ennemi intérieur est une production discursive, une production d'un ou plusieurs locuteurs qui s'expriment à partir d'espaces sociaux et institutionnels différents. Dès lors, s'inscrivant dans des contextes socio-historiques particuliers et changeants, la construction de l'ennemi intérieur est mouvante. Néanmoins, cette introduction tente d'en délimiter la configuration ce qui implique d'analyser des acteurs et des enjeux qu'il convient de situer dans le temps et dans l'espace. Les formulations discursives et l'institutionnalisation de l'ennemi intérieur

L'analyse des figures de l'ennemi intérieur nécessite un questionnement de ses formulations discursives et des structurations du sens que les acteurs sociaux produisent à son sujet. Celles-ci font apparaître que les actes discursifs relatifs à l'ennemi génèrent une symbolique qui établit l'existence des institutions, et plus particulièrement de celles dont la finalité réside dans l'exercice efficace de la violence légitime. La saisie des constructions lexicales, logico-argumentatives et rhétoriques relatives à l'ennemi permet de déterminer ce qui se trouve en amont de l'action. Toutefois, ces construits sociaux, soumis aux contraintes de l'énonciation, n'en restent pas moins incapables de produire un sens qui soit univoque. Ce sont dès lors les institutions ou pour être plus précis, les acteurs politiques et sociaux qui les composent, qui font œuvre d'herméneutes. Ils deviennent les interprètes de cet espace symbolique qu'eux-mêmes produisent, donnant naissance à des énoncés dont ils se disent les garants. Nous faisons l'hypothèse, en suivant Emile Benveniste, que l'institution, comme l'homme, se constitue en tant que sujet « dans et par le langage » [6], plus précisément, que c'est le langage dominant au sein d'un champ institutionnel, à un moment déterminé, qui fait de l'institution un « sujet » agissant. Pourrait-on imaginer un monde institutionnel muet et sans énoncés à interpréter ? C'est ainsi que, lorsque l'ennemi n'a pas de visage précis ou plutôt peut en prendre une multitude, le politique, le juridique et la bureaucratie en gèrent l'identification, légitimant de la sorte leur propre action. L'élaboration des catégories à risques, comme « les étrangers », « les sans papiers » ou parfois même, « les koulaks » ou « les saboteurs » en URSS stalinienne, en sont autant d'expressions. Les désignés, les catégorisés pouvant nuire à la sécurité intérieure et à la sécurité sociétale [7] du pays sont alors soumis, selon les périodes, aux « corps » spécialisés dans les techniques de surveillance, de contrôle, voire d'annihilation. L'indétermination structurelle de la définition de la figure de l'ennemi intérieur assure à l'exercice effectif de la contrainte et de la violence sa pertinence : comme dans le cas de l'élaboration des doctrines

militaires, cette libération de la violence s'effectuera dans un autre théâtre : celui des opérations de « maintien de l'ordre » comme en Algérie ou sur le territoire métropolitain, pendant la guerre de 1954-1962. L'interprétation des textes doctrinaux se fait alors in situ et mobilise des ressources de sens pour lesquelles le professionnel de la violence devenue légitime, a été préparé. Il y trouve les schèmes de perception, de pensée et d'action qui lui permettent de s'adapter aux nouvelles figures que prend l'ennemi intérieur. Un véritable stock de représentations, souvent doxiques, lui permet de définir quel « intérieur » il faut défendre. L'ennemi proviendra « de » ou s'opposera « à » l'intérieur du corps social. L'ennemi intérieur comme construction politique et historique Signifier l'ennemi intérieur ne constitue pas un acte relevant du placage d'une banale catégorie explicative et essentialiste, théologiquement déterminée par un Etat aussi abstrait que fantasmatique. La signification d'un énoncé est l'expression de contextes historiques et géographiques différents dont l'usage constitue un puissant outil qui sert à masquer ou dévier un problème ou une crise, voire à la susciter. Dans le contexte d'une mise en scène d'une action, la tâche primordiale du politique consiste à créer la catégorie « ennemi » pour, ensuite, le nommer, c'est-à-dire le démasquer pour l'identifier : bref, le construire [8]. Cette construction de l'ennemi intérieur résulte des jeux de positionnement, de coopération et de distanciation, ainsi que des conflits d'intérêts au sein d'un champ à un moment donné. La consolidation du régime soviétique dans les années 1920, la guerre froide, les guerres coloniales, la fin de la bipolarité avec ses incertitudes et ses doutes, la transnationalisation, etc. apparaissent comme autant d'exemples historiques de mises sous tension sociales. Chacun d'entre-eux traduit la structuration de jeux politiques spécifiques et expriment des processus bureaucratiques particuliers dans lesquels « l'ennemi de l'intérieur » trouve un espace. Les contextes militaro-politiques sont encore plus nets : ils font entrer dans la structuration du politique la distinction ami/ennemi propre au combat guerrier et débouchent sur « la lutte existentielle » qui inévitablement s'en suit : l'ennemi de l'Etat total devient « totalement » intérieur, prêt au déchaînement de la Total Krieg ludendorffienne [9]. Ces mises sous tension débouchent souvent sur des violences extrêmes qui, comme l'avait déjà pressenti, en 1932, Charles de Gaulle, mènent « à n'en pas douter [là, où] les ressorts du pouvoir, tendus à l'excès, finiraient par se briser » [10]. Comme le remarque Murray Edelman [11], cette distinction ami/ennemi dépend également de la perspective adoptée selon que l'attention se focalise sur les tactiques employées par les opposants ou sur la nature intrinsèque de l'antagoniste. Dans le cas où la politique et la guerre sont inextricablement liées, l'antagoniste sera regardé

comme l'ennemi. L'adjectivation se fait alors plus précise. La spécificité de l'ennemi est discursivement travaillée. Les énoncés en fixent un ou plusieurs traits inhérents qui le dépeignent comme « immoral », « marginal », « incivique », « pervers », etc. D'où des productions rhétoriques portant sur des traits culturels et ethniques que l'absence de visibilité rend plus inquiétants. Dans ce processus, quelles sont alors les institutions qui désignent l'ennemi intérieur ? Est-ce que l'Etat a toujours le monopole de cette désignation ? Ne sommes-nous pas plutôt engagés, avec les transformations historiques du monde Westphalien, dans un éclatement de la scène discursive, qu'elle soit politique ou institutionnelle ? Car il s'avère que l'Etat n'est plus le seul locuteur engagé dans ce processus. D'autres instances comme les acteurs privés, grassroots organizations, mouvements paysans, etc. ou des acteurs transnationaux [12] tels que : les polices, EUROPOL et d'autres, deviennent autant de producteurs de discours qui proposent, eux aussi, des représentations plus ou moins fines de « l'ennemi intérieur ». Ces discours ne sont pas toujours l'œuvre de « dirigeants ». A la lumière des travaux de James Scott [13], on remarque que se manifeste une résistance discrète, parallèle et invisible dans l'espace public. Cette résistance produit, elle aussi, des énoncés construisant des figures d'« ennemi intérieur ». Dans une logique d'inversion, le système argumentatif du fort, son discours sur l'ennemi, sont alors retournés par le faible qui, utilisant des répertoires narratifs propres, comme le chant, le folklore, l'écriture, crée sa propre image de l'ennemi intérieur. La gestion de ce stock de représentations peut très bien devenir, comme pendant la période des grandes terreurs stalinienne, un enjeu entre les dirigeants et les dirigés, ces derniers usant de leurs propres traditions et outils de communication pour orienter – détourner ou désorienter – les constructions mortifères de la menace et de la violence provenant de la nouvelle élite. Ce numéro, qui reprend une partie des textes présentés à la table ronde « Les figures de l'ennemi intérieur » du Congrès de l'Association française de Science Politique tenu à Rennes du 28 septembre au 1er octobre 1999, se donne pour objectif d'analyser quelques unes de ces constructions qui mettent à l'œuvre différents acteurs (politiciens, militaires, policiers, grassroots organizations, etc.). Il se veut une contribution de la sociologie politique à l'analyse des figures de l'inimitié qui, lorsque cette dernière n'est ni la guerre, ni la compétition politique, représente encore une énigme à résoudre et à laquelle la discipline de la science politique s'est rarement attaquée frontalement. De même, il vise à approfondir les liens qui unissent l'analyse des pratiques langagières, les processus historiques de construction sociale et les pratiques institutionnelles [14] privées, publiques ou transnationales de mobilisation et de sécurisation/insécurisation. Il ne

s'agit pas ici, on l'aura compris, de faire œuvre d'historien, mais de relever l'importance de la socio-histoire des relations de pouvoir [15] parce que complémentaire de la démarche de la sociologie politique [16]. D'un côté, parce que les institutions prétendant au monopole de la violence symbolique ou physique l'imposent par la logique des archives et les nécessités épistémologiques de constitution de corpus ; d'un autre, parce qu'il faut bien parler de pertinence disciplinaire en se référant, non à des jeux d'abstraction ou d'expertise pour lesquels les acteurs sociaux sont idéalement muets, mais bien à une matérialité des énoncés [17], à la localisation institutionnelle [18] de ces mêmes acteurs dans leur champ [19], dans le temps et dans l'espace dans lesquels ils évoluent. Dans ce cadre, Yves Viltard aborde la construction de l'ennemi aux Etats-Unis par le maccarthysme. Il met en lumière le processus qu'a déclenché McCarthy lui-même et son jeu pratiquement théâtral de la désignation, du haut de sa commission sénatoriale, de l'ennemi intérieur. Dans la contribution qui suit, Ayse Ceyhan détermine les contextes socio-historiques, les jeux politiques et bureaucratiques qui font de l'immigré, du « wetback », une figure déterminante de l'angoisse sociale en Californie dans les années 1980. Changeant de période et de cadre géographique, Gabriel Périès, en analysant le corpus doctrinal relatif aux pratiques militaires pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie, met en relief la présence récurrente des métaphores médico-chirurgicales et organicistes, tant dans la définition de l'ennemi intérieur que dans celle du professionnel de la violence légitime : le militaire. De son côté, Roland Lew, sur la base d'une critique des conceptions arendtiennes du totalitarisme, avance une création populaire d'un ennemi intérieur susceptible, dans la Russie stalinienne et en Chine maoïste, de réorienter, voire de détourner les pratiques violentes de l'élite alors en pleine rénovation. Enfin, Fabien Jobard s'appuyant sur les discours de prostitué(e)s, de toxicomanes, de personnes sorties de prison, etc., révèle les pratiques policières de territorialisation de l'espace urbain en vue de défendre le « bon ordre » social.

[1] Heinrich Weinrich, Grammaire textuelle du français, Paris, Didier/Hatier, 1989, p. 388.

[2] *ibid.*, p. 396.

[3] Murray Edelman, Pièces et règles du jeu politique, Paris, Le Seuil, 1991 ; Peter Berger et Thomas Luckmann, La construction sociale de

la réalité (1966), trad. française : Ed. Klincksiek, 1986 ; John Searle, La construction de la réalite sociale (1995), Paris, Gallimard, 1998.

[4] Patrick Charaudeau, Grammaire du sens et de l'expression, Paris, Hachette, 1992, p. 414.

[5] Jean Delumeau, La peur en Occident : XIVE et XVIIIe siècles, une cité assiégée, Paris, Fayard, 1970.

[6] Emile Benveniste, Chap. XXI, « De la subjectivité dans le langage » (1958), Problèmes de linguistique générale, Vol I, Paris, Gallimard, 1966, p. 259.

[7] Voir « Sécurité et Immigration », Cultures & Conflits, n° 31/32, Paris, L'Harmattan, automne-hiver 1998.

[8] Philippe Braud, Sociologie politique, (Chap. 10, « Décrire ou construire la réalité LGDJ »), 4ème édit, 1998, p. 509.

[9] Erich Ludendorf, La guerre totale, Paris, Flammarion, 1937.

[10] Charles de Gaulle, Le fil de l'épée et autres écrits (1932), Paris, Plon, 1990, p. 214. Voir en particulier le chapitre intitulé « Le politique et le soldat ».

[11] Murray Edelman, op. cit., p.131.

[12] Didier Bigo, Polices en réseaux, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

[13] James Scott, Domination and the Arts of Resistance, Yale University Press, 1990.

[14] Jacques Lagroye, Sociologie politique, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 3ème édit., p.132. Voir chap. III, « L'espace politique ».

[15] Gérard Noiriel, Etat, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir, Paris, Belin, 2001. Pour Noiriel, le mot pouvoir, dans le sens que lui attribuait Michel Foucault, englobe toutes les possibilités que les hommes se sont donnés dans l'histoire pour orienter la conduite d'autrui. Voir sur ce point, p.13.

[16] Yves Déloye, Sociologie historique du politique, Paris, La Découverte, 1997.

[17] Régine Robin, Histoire et linguistique, Paris, A. Colin, 1973.

[18] Marry Douglas, Comment pensent les institutions, Paris, La Découverte/MAUSS, 1999, p. 73. Voir notamment chap. 5 : « C'est l'institution qui décrète l'identité ».

[19] Jürgen Habermas, Sociologie et théorie du langage (1984), Paris, A. Colin, 1995.